

CRÈCHES MUNICIPALES

L'expérience pour faire face au manque de moyens

De plus en plus de parents font en sorte que leurs enfants en bas âge soient inscrits dans une crèche municipale, appelée communément publique. Pour eux, c'est un gage de sérieux et d'expérience du personnel. Sauf qu'ils sont en butte au manque de moyens matériels et pédagogiques.

Les crèches municipales d'Alger, appelées communément celles de l'APC, font face à un manque de moyens des plus flagrants. Les parents des enfants inscrits sont les premiers à mettre en cause cet état de fait. «Nous payons 4 000 DA par mois, l'équivalent de ce qui se fait dans les crèches privées, pensant que nos enfants seront à l'abri et mieux pris en charge. Or, même ces structures publiques sont en infraction de la loi», a relevé une jeune maman qui a requis l'anonymat de peur des représailles.

Pas d'assistance médicale sur place

«Je ne voudrais pas citer la crèche où est scolarisée ma fille de peur des retombées, car pour pouvoir y inscrire votre enfant, c'est une vraie galère !» s'exclame-t-elle. Au fait, comme elle, beaucoup de parents font état de l'inexistence d'infirmerie ou de médecin.

Le décret exécutif n°2008-287 du 17 Ramadan 1429 correspondant au 17 septembre 2008 fixant les conditions de création, organisation, fonctionnement et contrôle des établissements et centres d'accueil de la petite enfance y fait mention. Dans son article 9, il est stipulé : «Les établissements et centres d'accueil de la petite enfance doivent disposer de

personnels d'encadrement des enfants qualifiés et répondant aux normes d'encadrement fixées par la réglementation en vigueur.

Ils doivent s'assurer, en outre, du concours régulier d'un médecin spécialiste en pédiatrie ou de celui d'un médecin généraliste ayant une expérience en pédiatrie.» «Nous cumulons plusieurs années d'expérience à notre actif. Ce qui n'est pas normal est qu'on perçoit toujours un salaire d'à peine 15 000 DA. De plus, nous sommes dans l'obligation de jouer le rôle d'infirmier ou même de médecin», s'insurge une monitrice d'une crèche de la wilaya d'Alger «C'est cette expérience qui fait en sorte que les parents veulent inscrire leurs enfants ici. Nous sommes leur capital, ils devraient nous valoriser», ajoute pour sa part une autre monitrice. «C'est le fait de savoir qu'il y a des traditions et de l'expérience que j'ai inscrit ma fille ici. De plus, l'instauration de deux brigades permet une meilleure concentration avec nos enfants. L'Etat ou plutôt les instances concernées gagnerait beaucoup à voir de près la situation des crèches», relève un jeune papa. Et d'ajouter : «Je trouve que ce n'est pas normal de demander aux parents de ramener des livres de contes, des jouets et autres produits élémentaires pour l'éveil des enfants.»



Photo : D. R.

Inexistence de matériels adéquats

«Il y a des enfants qui ne supportent pas les lingettes pour leur toilette intime. Nous sommes dans l'obligation de les laver avec de l'eau glaciale, faute de chauffe-eau», révèle une monitrice. Un autre parent prend le relais pour énumérer le manque de matériel : «Il n'y a ni télévision pour visionner les différents programmes éducatifs au moins une heure par jour, ni réfrigérateurs pour garder les médicaments de nos enfants. Nous sommes même obligés d'acheter les rouleaux de papier toilette.» «Les autorités veulent qu'il y ait un quota de 30% dans l'APN alors qu'il n'existe même pas de vraies mesures pour les enfants. Comment une maman ou des parents peuvent se concentrer dans leur travail et mener à bien leur mis-

sion, s'ils ne sont pas tranquilisés quant au confort de leurs enfants», s'indigne une maman, cadre dans une entreprise publique. Et de relever : «Nous sommes entre le marteau et l'enclume : privé ou public, c'est la même chose au final !»

Pourtant selon l'article 14 dudit décret, il est noté : «Les établissements et centres d'accueil de la petite enfance ont pour mission générale de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leur sont confiés.

A ce titre, ils sont chargés, notamment, d'assurer l'accueil de la petite enfance en veillant à sa santé, sa sécurité et son bien-être ; d'organiser des activités destinées à favoriser l'éducation, l'éveil et la socialisation des enfants accueillis ; de concourir à la prise en charge précoce et à l'intégration sociale des

enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique invalidante ; d'aider les parents dans l'éducation de leur enfant et leur permettre de concilier leur vie familiale, leur vie professionnelle et leur vie sociale.» «Dans la crèche municipale où j'ai inscrit ma fille, les parents ont décidé tour à tour d'acheter des fardeaux d'eau minérale pour éviter que leurs enfants ne boivent l'eau de la citerne, du fait que des membres du personnel ont eux-mêmes fait cas de son manque d'entretien», fait observer un papa. Pour ce qui est des activités pédagogiques, les éducatrices font preuve d'imagination. Un spécialiste en la matière fait observer : «Les établissements et les centres d'accueil de la petite enfance sont administrés de façon effective et permanente par un directeur. Ils sont dotés d'un conseil psychopédagogique.» En effet, selon les articles 39, 40 et 41, ce conseil psychopédagogique est censé épauler le directeur et les éducatrices. Il est chargé d'étudier, d'évaluer et de suivre la mise en œuvre du projet socio-éducatif et des programmes d'activités de l'établissement ou centre d'accueil de la petite enfance.

Il comprend le directeur de l'établissement ou centre, président ; l'éducateur principal ; une représentante des éducateurs ou assistantes maternelles ; une représentante des aides éducateurs.

Au-delà de ces aspects, les parents tiennent compte de la volonté du personnel de ces crèches et font part de leur dévouement.

M. O.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

La cité a besoin d'un nouveau souffle

Les Bordjiens rêvent d'une ville avec des jardins, des espaces verts, des aires de jeux pour leurs enfants, en somme de la nature au lieu de bitume. Mais que sont donc devenus nos jardins publics ? Ces lieux de quiétude, de verdure, sont-ils condamnés à n'être que des zones de non-droit, des dépotoirs, des espaces dangereusement conquis par la délinquance ? Les jardins publics à Bordj-Bou-Arréridj demeurent les poumons d'une agglomération destinée à s'étendre et à s'accroître de façon vertigineuse, si l'on considère que l'extension urbaine actuelle de la ville est mal maîtrisée, pour ne pas dire défigurée par les pseudo-urbanistes.

Un étalement excessif de la cité, sans âme, avec une laideur architecturale criante, expression de la fanfanerie d'une bourgeoisie qui bâtit haut pour montrer sa «suprématie» due la négoce, au blanchiment d'argent, à la corruption et à la contrefaçon du luxe. Cette extension du béton a rameuté les populations paysannes des alentours qui ont fui la terreur et la paupérisation, attirées qu'elles sont par ce carrefour marchand. On a beaucoup construit à Bordj-Bou-Arréridj sans planter un mûrier ou un lierre. La culture du béton a triomphé sur la nature et le bon sens. Cette situation est due à la conjugaison à l'incompétence de l'administration et des élus. Fort heureusement, la ville a la chance d'avoir quelques jardins publics dont deux hérités de l'époque coloniale sous forme de squares au centre-ville, l'un jouxtant l'ancienne église, constitué d'un damier botanique et d'allées ombragées qui, malheureusement, est devenu un dépotoir

(canettes de bière, papier, sachets plastique) et un lieu où se rencontrent les pédophiles. L'autre est implanté au début du siècle passé en amont du cours du Cheyron, l'actuelle place de la liberté dont on a grignoté au fil du temps quelques portions pour construire un marché, sale et sans âme, que les élus de l'époque ont octroyé d'une manière clientéliste. Le square, jadis avec une clôture en fer forgé, avec des tonnelles, entretenu avec amour et abnégation par des jardiniers municipaux respectés de tous. On accrochait des bouquets de jacinthe et de roses aux devantures lors des fêtes nationales et autres kermesses et sur les voitures des mariées. Les deux autres jardins de la ville ont été conçus après l'indépendance. Le premier, formant une perspective au pied du château Bordj El-Mokrani et s'étendant jusqu'à l'artère du centre-ville, était un terrain vague que l'ancien maire, le défunt Mohamed Khetal, sauva du béton. Le deuxième-



Photo : D. R.

me, aux lieux et place de la vieille caserne des spahis et longeant l'enceinte du vieux Bordj, fait partie d'un «complexe» fait d'aires de jeux, de kiosques et d'esplanades, un projet dit la citadelle initié par le premier wali de Bordj-Bou-Arréridj et qui a permis l'ouverture d'un grand espace vert au centre-ville. Ayant perdu leur charme d'antan, victimes du laisser-aller et de la crise des valeurs, les jardins publics de Bordj-Bou-Arréridj connaissent un état de délabrement alarmant. Jadis lieux de loisirs sains

et de sérénité, ils se sont transformés, par la volonté destructrice de l'homme, en des soubres de la drogue et de psychotropes.

Endroits malfamés le jour et zones dangereuses la nuit, infestés depuis quelque temps par des bandes qui se livrent aux bagarres et agressions sous l'effet de la drogue, au vu et au su de tous, les jardins publics sont devenus des lieux de déchéance ; drogue et violence se côtoient dans ces espaces non gardés. Quant à la police, elle

fait ce qu'elle peut pour s'acquitter honorablement de ses missions. Les honnêtes gens appellent les autorités locales à apporter une réponse aux problèmes de la cité.

Il s'agit désormais de penser la ville comme un milieu vivant, inscrit dans un environnement naturel et sécurisé, un territoire qui respecte les règles de fonctionnement et d'équilibre. En tout état de cause, il faut renouer avec la culture du paysage.

Layachi Salah Eddine